

Grâce à la concertation sociale, la Belgique a mieux résisté à la montée des inégalités

L'économiste Christian Valenduc relativise, dans une étude du Crisp, la montée des inégalités. Elles ont été contenues grâce aux spécificités institutionnelles.

NATHALIE BAMPS

Les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres, les revenus des 99% de la population qui ne font pas partie du club très fermé des grosses fortunes stagnent, ou diminuent? Les actionnaires qui se servent sur le dos des salariés? Tous ces constats sont martelés depuis plusieurs années par la société civile. Des mouvements se sont créés, des Indignés à Occupy Wall Street, braquant leurs projecteurs sur la hausse des inégalités. Mais ont-ils à 100% raison?

L'économiste Christian Valenduc (UCL, UNamur) s'est penché sur la question, réalisant une analyse de la situation des inégalités en Belgique.

Ses conclusions, publiées dans un Courrier hebdomadaire du Crisp, sont beaucoup plus nuancées que

les constats lapidaires des mouvements d'indignés. «L'impression peut être justifiée», dit-il. Si les revenus des plus riches augmentent, cela ne signifie pas nécessairement que la situation des plus pauvres ou celle de la classe moyenne s'améliore», admet-il.

Mais il y a un mais. L'économiste pointe d'abord les évolutions salariales. Oui, les salaires ont décroché de l'évolution de la productivité sur les 20 dernières années. Mais cela s'est fait notamment au profit de la création d'emplois. L'emploi, exprimé en unités, a progressé plus nettement que la rémunération brute moyenne. Et de plus, cela s'est

concrétisé en emplois dits «standards» et non en emplois «atypiques» (comprenez précaires, comme les CDD ou l'intérim) comme dans d'autres pays. «Cet arbitrage en faveur de l'emploi peut aussi contribuer à réduire les inégalités», dit Christian Valenduc.

L'économiste insiste. Si l'on prend en compte le revenu national global, la part des salaires y a augmenté. Si les citoyens ont l'impression que ce

n'est pas une réalité, c'est d'un côté parce que cela ne s'est traduit que pour un tiers en hausse du pouvoir d'achat. «Le solde se retrouve principalement en création d'emplois», explique-t-il. Et d'un autre côté, c'est parce que si l'on tient compte des revenus liés à la propriété (ou au capital) alors la part des particuliers dans le revenu national baisse. Parce que les taux de rendement ont baissé, surtout après la crise financière de 2007.

Un autre paramètre qui laisse penser que les inégalités de revenus augmentent vient des revenus avant impôt, dont les écarts se creusent. «Mais l'effet redistributif de l'impôt a contenu cette hausse, dit Christian Valenduc. Le champ de la redistribution ne s'est pas rétréci, il a contribué à soutenir la croissance du revenu disponible.»

Moins d'inégalités qu'à l'étranger

La Belgique reste parmi les pays où les inégalités des revenus primaires (avant redistribution) sont les moins élevées, explique encore le

chercheur dans ses conclusions. Elle demeure l'un des rares pays où elles ont diminué ces dix dernières années. Et la redistribution s'est améliorée chez nous, alors qu'elle s'est réduite dans la plupart des autres pays européens.

Par quel miracle notre pays a-t-il pu résister au phénomène de montée des inégalités, alors qu'il est, comme les autres, touché par la globalisation de l'économie, la financiarisation ou encore les changements technologiques?

«L'explication se trouve dans les éléments institutionnels», constate Christian Valenduc. Et notamment, notre modèle de concertation sociale: négociations des salaires, arbitrages avec l'emploi, taux de syndicalisation, salaire minimum, tous ces éléments, considérés comme source de rigidité, peuvent aussi être vus comme un rempart contre ces inégalités. «Un rempart bienveillant, conclut Valenduc, car les inégalités excessives peuvent être un frein à la croissance économique...»

«La Belgique demeure l'un des rares pays où les inégalités des revenus primaires ont diminué ces dix dernières années.»

CHRISTIAN VALENDUC
ÉCONOMISTE